



membre du Parti de la gauche européenne - Section du Bassin minier – 12.11.2019

## **Un budget de sous-financement de la Sécurité sociale**

Le budget de la Sécurité sociale 2020 présenté par le gouvernement n'est pas un budget de financement, il est plutôt un budget d'assèchement des comptes de la Sécu. Ainsi, il entrave le plein accomplissement de ses missions. Pour le gouvernement, la perspective est claire : la Sécurité sociale doit être corsetée pour baisser la rémunération du travail. Il nous propose d'acter la fin du principe de compensation intégrale des exonérations. Et l'on comprend bien pourquoi : les montants qu'elles atteignent les rendent de plus en plus difficiles à compenser ! 66 milliards d'euros au bas mot, deux fois plus qu'en 2013. En maintenant un Objectif national des dépenses assurance maladie (ONDAM) à 2,3 %, le gouvernement exige 4,2 milliards d'économies sur la santé, dont un milliard pour l'hôpital.

Nous savons pourtant que l'hôpital est en crise généralisée. Un peu partout dans le pays, les personnels sont en grève, dans les services d'urgence, de psychiatrie et ailleurs. Ils demandent juste la possibilité d'exercer leur métier, ils demandent juste la possibilité de traiter les patients dignement, ils demandent juste des collègues, d'abord des collègues pour avoir le temps du soin et de l'humain, puis du matériel pour ne pas être obligés de prodiguer des soins avec des sur-chaussures ou de bricoler des pieds à perfusion, ils demandent l'arrêt des fermetures de lits et de services, ils demandent la reconnaissance qui leur est due... La souffrance au travail dans le domaine de la santé est criante.

La Sécurité sociale mérite un autre dessein et un autre budget. Et pour cela, sans doute, une autre gouvernance que cette mainmise de l'État, pour redevenir l'affaire du plus grand nombre, de ses contributeurs et de ses ayants droit. Ambroise Croizat, lorsqu'il posa la première pierre de la Sécurité sociale, pour conjurer « l'incertitude du lendemain qui pèse sur tous ceux qui vivent de leur travail », voulait ainsi, disait-il, « permettre à tous les hommes et à toutes les femmes de développer pleinement leurs possibilités, leur personnalité ». Voilà pourquoi elle constitue aujourd'hui encore, malgré les entailles qui lui ont été portées, un rouage essentiel de la République. (Pierre Dharréville Député PCF)

## **Toutes et tous pour l'hôpital public**

### **Mobilisation nationale jeudi 14 novembre**

Nous appelons à participer au rassemblement devant l'Agence Régionale de Santé à Dijon le jeudi 14 novembre à 14h30. Un bus est prévu, départ à 12h45 de l'Embarcadère de Montceau-les-Mines.  
(Tél : 06 18 17 18 43)